

Sur le site de Belval (sud du Luxembourg), l'ancienne aciérie d'ArcelorMittal, accueillera un nouveau campus.

OLIVIER MINAIRE  
POUR « LE MONDE »



## Le Luxembourg tourne la page finance

Les deux hauts-fourneaux se détachent sur la ligne d'horizon, étrangement scintillants sous le soleil d'octobre. Ils ne sont plus en fonction, pourtant on s'active toujours à leur pied. Dans l'ancien vestiaire des ouvriers, remis à neuf, des créateurs de start-up planchent sur leurs projets. L'ancien local du minerais, non loin, hébergera bientôt une bibliothèque. Autour, des bâtiments destinés à la science sortent de terre.

Le symbole en dit long : c'est là, sur le site de Belval (sud du pays), ancienne aciérie d'ArcelorMittal, que le Luxembourg a choisi de construire le nouveau campus de sa jeune université. Là surtout que le Grand-Duché, qui a fait fortune grâce à la discrétion de sa place financière, espère se bâtir un autre avenir. « *Le secret bancaire, c'est fini : nous devons nous reconstruire* », confie un fonctionnaire, inquiet.

Il n'est pas le seul. Mardi 14 octobre, cédant enfin aux pressions internationales, le gouvernement luxembourgeois s'est résolu à adopter l'échange automatique de données bancaires à partir de 2017. Après cette date, les résidents européens qui dissimulaient jusque-là une partie de leur fortune dans ses établissements ne pourront plus le faire. Une révolution pour le Grand-Duché, dont la place financière pèse aujourd'hui 30 % du produit intérieur brut (PIB). Selon une étude de la Stateg, l'Insee luxembourgeoise, la fin du secret bancaire pourrait détruire 2 300 à 3 000 emplois sur les 44 000 que compte le secteur.

Ce n'est pas tout : la finance contribue aussi au tiers des recettes fiscales de l'Etat, au bas mot. Or ces dernières années, la dette publique du pays a plus que triplé : entre 2007 et 2013, elle est passée de 6,7 % à 23,1 % du PIB... Si, dans l'absolu, ce taux reste très bas au regard de la moyenne de la zone euro (93,8 % du PIB), la trajectoire préoccupe le gouvernement de coalition. Le 15 octobre, lors de la présentation de son budget 2015, il a fait de la diversification de l'économie l'une de ses grandes priorités pour les années à venir.

Un défi colossal. Mais le pays se targue d'avoir une certaine expérience en la matière. Dans les années 1970, quand les premiers signes du déclin de la sidérurgie se sont manifestés, les autorités du Grand-Duché ont en effet réagi sans tarder. « *C'était le premier moteur de notre économie, il a fallu nous réinventer à toute vitesse* », rappelle Marc Schiltz, le secrétaire général du Fonds national pour la recherche (FNR). « *Pour un petit pays comme le nôtre, c'était une question de survie*. » Dès lors, le gouvernement a misé sur l'attractivité de la fiscalité et les services financiers. Avec succès.

Au début des années 2000, les inquiétudes renaissent. Une partie de l'élite du petit Etat européen devine que le vent finira par tourner. Et qu'il faudra bientôt miser sur d'autres cartes que celle du secret bancaire. « *Après réflexion, nous avons décidé que ce serait l'innova-*

Après avoir géré avec succès sa transition d'une économie industrielle vers les services financiers, le Grand-Duché est contraint de se réinventer avec la fin du secret bancaire. Il mise cette fois sur l'innovation grâce à une université dynamique et des start-up

tion et l'économie de la connaissance », raconte Rolf Tarrach, le recteur de l'université du Luxembourg.

Plus facile à dire qu'à faire ! A l'époque, le pays compte bien quelques centres de recherche privés, comme celui de l'entreprise de pneus Goodyear. Mais à part cela, rien ou presque : ni université ni grand laboratoire public tel que notre CNRS, pas même un ministère de la recherche... Un vide qui s'explique en partie par la tradition du pays, très ouvert à l'international. Jusqu'alors, les jeunes Luxembourgeois étaient systématiquement envoyés en France, en Belgique ou en Allemagne pour suivre leurs études post-bac et apprendre les langues. « *Notre pays est si petit que beaucoup d'habitants considéraient qu'avoir une université à nous était une idée ridicule* », se souvient M. Schiltz. « *Quand nous l'avons malgré tout créée en 2003, personne ne nous a pris au sérieux* », ajoute M. Tarrach.

### « Faire grandir les jeunes pousses »

Pour bien faire les choses, le pays a ciblé quelques secteurs clés : la sécurité informatique, la biomédecine ou encore la science des métaux, enseignés au sein de trois facultés. Deux grands laboratoires publics interdisciplinaires, l'un axé sur la sécurité informatique (le SNT), l'autre sur la biomédecine (le LCSB), ont été lancés. Tous deux travaillent en partenariat avec des entreprises.

Encore fallait-il, pour asseoir la crédibilité de la jeune université, recruter des professeurs et chercheurs de stature internationale. Pour y parvenir, le Grand-Duché, où le PIB par tête est le plus élevé de l'Union européenne, leur a déroulé le tapis rouge. En offrant, par exemple, une bourse de 5 millions d'euros aux plus prestigieux d'entre eux. « *Rares sont les pays qui offrent de telles conditions : partout ailleurs en Europe, les budgets fondent* », témoigne Jens Kreisel, aujourd'hui directeur du centre de recherche sur les matériaux Gabriel Lippmann. Il y a deux ans, lorsqu'un chasseur de têtes luxembourgeois est venu le chercher, il était directeur de recherche au CNRS à Gre-

noble. Un joli poste. Il n'a pas pourtant pas hésité longtemps avant de plier bagage avec sa famille.

Partie de rien il y a dix ans, l'université compte aujourd'hui 6 000 étudiants, et plus personne ne conteste sa légitimité dans le pays. Si elle est loin de rivaliser avec les grandes facs anglo-saxonnes, sa réputation commence à percer en biomédecine, notamment dans la lutte contre la maladie de Parkinson, et dans la gestion des données informatiques.

De son côté, le budget public consacré à la recherche est passé de 20 milliards d'euros en 2000 à près de 300 milliards en 2013. Au total, les dépenses brutes en recherche et développement atteignent aujourd'hui 1,46 % du PIB, selon Eurostat. Un bon début. Mais le chemin sera encore long avant de rattraper la moyenne de la zone euro (2,17 %) ou le niveau des pays faisant référence en la matière, comme la Suède (3,41 %). « *Nous avons posé les bases de l'écosystème indispensable à l'innovation, résume M. Schiltz. Le défi, désormais, est de faire grandir les jeunes pousses et attirer celles venant d'ailleurs.* »

Pour convaincre les entreprises innovantes de poser leurs valises sur son sol, le pays leur a également proposé une fiscalité attractive. Avec, par exemple, une exonération d'impôt de 80 % des revenus provenant des brevets, logiciels ou noms de domaine créés depuis fin 2007. Entre autres...

Cette opération séduction fonctionne-t-elle au moins auprès des start-up ? Pour le mesurer, le mieux est encore d'interroger les concernés. « *Nous avons tenté de monter notre projet à Bruxelles, mais nous peinions à y trouver une structure et des financements* », témoigne François Gaspard. Il y a deux ans et demi, ce jeune Belge a créé TaDaweb, un logiciel de veille Internet. Au Luxembourg, il a trouvé un incubateur et des investisseurs, auprès de qui il a déjà levé 800 000 euros. Même son de cloche du côté d'Isabelle Saint-Antoine. Il y a cinq ans, cette Française a créé Agilis Engineering, une start-up spécialiste du graphite. « *Ici, tout va plus vite et l'administration répond au quart*

de tour : c'est l'avantage des petits pays », explique-t-elle.

Tout n'est pas rose pour autant pour les entrepreneurs. Car si le Luxembourg, avec ses 2 586 km<sup>2</sup>, a l'avantage de la proximité, il en a aussi les défauts. « *Trouver des locaux industriels est compliqué : les bâtiments sont chers et peu nombreux* », reconnaît M<sup>me</sup> Saint-Antoine. De même, selon une étude du ministère de l'économie, 56 % des start-up peinent à recruter les compétences dont elles ont besoin.

### Sulfureuse réputation

Une difficulté a priori paradoxale, dans un pays où 44,5 % des 537 000 habitants viennent de l'étranger, et où 160 000 frontaliers, bien diplômés et souvent bilingues, viennent travailler chaque jour... « *C'est vrai, mais certains profils, comme les ingénieurs, n'ont d'yeux que pour Berlin ou San Francisco*, confie un créateur d'entreprise. *La plupart ignorent que le Luxembourg ne se résume pas à l'évasion fiscale*. Preuve que le pays mettra du temps à se défaire de sa sulfureuse réputation.

Reste à savoir si cette diversification portera ses fruits assez tôt pour compenser le manque à gagner de la fin du secret bancaire. Pour certains, cela ne fait aucun doute. « *Nous avons bien su passer de la sidérurgie à la finance sans heurt* », rassure Eric Tschirhart, le vice-recteur académique. « *Et la finance se réinvente, en se développant sur de nouveaux segments comme les obligations islamiques ou les opérations en yuan* », abonde Francine Clo-sener, la secrétaire d'Etat à l'économie.

D'autres, en revanche, sont nettement plus inquiets. Et soulignent que l'économie de l'innovation est bien plus délicate à construire que celle des services financiers. « *En la matière, la Suisse a déjà une longueur d'avance* », redoute ainsi un gestionnaire de fonds de la capitale. Avant de conclure : « *La vie de banquier, ce n'est plus que c'était...* » ■

MARIE CHARREL

Sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr), voir le portfolio : Belval, le campus où le Luxembourg se réinvente

LE GRAND-DUCHÉ,  
OÙ LE PRODUIT  
INTÉRIEUR BRUT PAR  
TÊTE EST LE PLUS  
ÉLEVÉ DE L'UNION  
EUROPÉENNE, A  
DÉROULÉ LE TAPIS  
ROUGE AUX  
PROFESSEURS  
ET CHERCHEURS  
DU MONDE ENTIER